

Second United Nations Conference on the Law of the Sea

Geneva, Switzerland
17 March – 26 April 1960

2nd meeting

Extract from the *Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea (Committee of the Whole – Verbatim Records of the General Debate)*

Second Meeting

Tuesday, 22 March 1960, at 10.45 a.m.

M. TCUNKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, j'aimerais profiter de cette agréable occasion pour vous féliciter de votre élection à la haute fonction que vous avez assumée. Je voudrais aussi féliciter de leur élection notre Vice-Président, le professeur Sörensen, et notre Rapporteur, le professeur Glaser.

La présente Conférence se réunit dans une atmosphère internationale sensiblement améliorée. Les nuages de la guerre froide commencent à se dissiper et les peuples espèrent vivement que la coexistence pacifique connaîtra bientôt des jours sereins. L'évolution favorable de la situation internationale porte déjà ses premiers fruits. A sa quatorzième session l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté à l'unanimité une résolution sur le désarmement général et complet et une autre sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. La Conférence de l'Antarctique, à laquelle ont participé douze Etats, a remporté de grands succès. Cette conférence offre un excellent exemple de coopération internationale, de solution de problèmes internationaux complexes dans l'intérêt de la paix et du progrès.

La délégation de l'Union soviétique espère que l'amélioration de l'atmosphère internationale aura également une influence favorable sur les travaux de notre Conférence.

La première Conférence sur le droit de la mer, qui s'est tenue en 1958, a beaucoup fait pour la codification du droit maritime international. Son oeuvre, bien que restée inachevée, a cependant sa valeur : elle représente une étape importante du développement du droit international. Nous voudrions espérer que la deuxième Conférence donnera elle aussi de bons résultats et apportera une nouvelle contribution au développement de la coopération internationale.

Notre Conférence a pour mission d'examiner deux questions étroitement liées : celle de la largeur de la mer territoriale et celle des zones de pêche. Comme on le sait, ces deux questions présentent un intérêt capital pour les Etats riverains. L'analyse historique du problème des eaux territoriales montre que les Etats riverains en ont eux-mêmes fixé la largeur conformément à leur situation et à leurs intérêts.

Actuellement, à quelques exceptions près, cette largeur n'est nulle part supérieure à douze milles marins. Il ne s'agit évidemment pas, à la présente Conférence, de fixer une largeur unique pour les eaux territoriales de tous les pays, mais seulement de convenir d'un maximum commun. On se souvient - le représentant de l'Arabie Saoudite l'a encore rappelé hier - que la Commission du droit international, après un examen approfondi du régime juridique des eaux territoriales, a conclu que le droit international ne permettait pas l'extension de la mer territoriale au-delà de douze milles. Il s'ensuit logiquement que la fixation d'une largeur maximum de douze milles marins est admissible en droit international.

A la Conférence de Genève de 1958, beaucoup d'Etats, soucieux d'assurer leur sécurité, de renforcer leur indépendance et leur souveraineté et de protéger leurs pêcheries nationales, tenant compte aussi de la pratique internationale et de ses tendances, se sont prononcés en faveur d'une limite de douze milles. Plusieurs autres Etats, au contraire, se fondant principalement sur des considérations militaires et stratégiques, ont proposé de restreindre à trois ou six milles la largeur maximum des eaux territoriales.

La première Conférence de Genève sur le droit de la mer a porté un coup fatal à la thèse selon laquelle la limite de trois milles est la règle générale en droit international. Tous ceux qui ont participé à cette première Conférence se souviennent probablement de la magnifique oraison funèbre de "M. Trois Milles" que le représentant des Philippines a prononcée à cette tribune. Je pense que cette oraison a été prononcée fort à propos.

La première Conférence a également montré que la limite de six milles ne pouvait non plus devenir une règle universellement admise. A cette Conférence, en 1958, la délégation de l'Union soviétique a proposé que chaque Etat fixe la largeur de ses eaux territoriales conformément à la pratique établie, en règle générale, dans les limites de trois à douze milles marins, compte tenu des conditions historiques et géographiques, des intérêts économiques, de la sécurité de l'Etat riverain et des intérêts de la navigation internationale 1/.

Un certain nombre de délégations ont alors fait remarquer, notamment, que le texte de notre proposition manquait de précision parce qu'il contenait l'expression "en règle générale" et énumérait des conditions prêtant à des interprétations diverses selon les Etats. Tenant compte de ces observations, qu'elle a étudiées attentivement, la délégation soviétique dépose à la présente Conférence la nouvelle proposition suivante sur la largeur des eaux territoriales et sur la zone de pêche :

"Tout Etat a le droit de fixer la largeur de ses eaux territoriales dans la limite de douze milles marins. Au cas où la largeur de ses eaux territoriales serait inférieure à douze milles, il peut établir une zone de pêche au-delà de la limite extérieure de ses eaux territoriales, étant entendu toutefois que la largeur totale des eaux territoriales et de la zone de pêche ne dépassera pas douze milles marins. Dans ladite zone, l'Etat jouit des mêmes droits que dans ses eaux territoriales en ce qui concerne la pêche et l'exploitation des ressources biologiques de la mer." 2/

Nous estimons que cette proposition reflète le plus fidèlement la pratique actuelle en la matière, selon laquelle - comme on l'a noté - l'Etat fixe la largeur totale de ses eaux territoriales jusqu'à douze milles marins.

1/ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. III, annexes, document A/CONF.13/C.1/L.80.

2/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.1.

La délégation soviétique part du principe que l'Etat peut étendre sa souveraineté sur une bande de mer large de douze milles marins. C'est un droit des Etats et non une obligation. L'Etat peut aussi étendre sa souveraineté sur une largeur moindre, auquel cas il conserve le droit, dans le reste de cette bande et jusqu'à douze milles, d'établir une zone de pêche.

Nous aimerions souligner avant tout l'importance de notre proposition du point de vue de la sécurité de l'Etat riverain. Il arrive souvent que, même en temps de paix, certains Etats envoient leurs navires de guerre vers les côtes d'autres Etats, organisent des démonstrations de force, ainsi que des manoeuvres faisant intervenir d'importantes formations navales et aériennes, pour exercer une pression sur l'Etat riverain et sur le peuple de cet Etat. Au large des côtes, ils organisent des missions de reconnaissance et cherchent à contrôler la navigation en faisant survoler les navires de commerce par des appareils militaires, etc. Les eaux côtières sont englobées dans les zones d'opérations assignées à la marine de guerre de blocs militaires agressifs. Il ressort de la discussion consacrée à la largeur de la mer territoriale à la première Conférence que les objections élevées contre la fixation d'une limite de douze milles pour la mer territoriale tenaient surtout à des considérations d'ordre militaire et stratégique qui n'ont rien à voir avec le maintien de la paix et le développement de la coopération internationale.

En effet la première Conférence sur le droit de la mer a adopté une proposition prévoyant que les Etats ont le droit d'établir, sur une largeur de douze milles, une zone douanière, fiscale, sanitaire et d'immigration ^{3/}. Cependant, lorsque la délégation polonaise a présenté une proposition sur la zone de sécurité, ceux-là mêmes qui s'étaient opposés à la limite de douze milles pour les eaux territoriales ont rejeté cette proposition.

Autre fait significatif : lorsque, vers le début de la Conférence de 1958, il est apparu que la proposition tendant à fixer une limite unique de trois milles pour la mer territoriale était vouée à l'échec, la délégation du Royaume-Uni, qui s'était catégoriquement prononcée contre la limite de douze milles, a accepté de porter la largeur de la mer territoriale à six milles, pourvu que les navires et les aéronefs de tous les pays, y compris les navires de guerre, conservent le droit de passage au-delà de trois milles ^{4/}.

Les adversaires de la mer territoriale de douze milles semblent donc disposés à admettre qu'un Etat puisse exercer des droits étendus dans une zone de douze milles, mais à la condition expresse que l'exercice de ces droits ne restreigne pas la liberté de mouvement des navires de guerre et des aéronefs de certains Etats près des côtes étrangères. C'est pour cela qu'ils s'opposent aussi résolument à ce que l'Etat riverain exerce sa souveraineté sur une zone de douze milles considérée comme mer territoriale.

^{3/} Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.52, article 24.

^{4/} Ibid., vol. III, annexes, document A/CONF.13/C.1/L.134.

La fixation d'une limite de douze milles pour les eaux territoriales, qui répondrait aux intérêts de la sécurité des Etats riverains et permettrait de restreindre des actions qui ont souvent provoqué une tension internationale, contribuerait à consolider la paix mondiale.

La proposition de l'Union soviétique répond aussi pleinement à la nécessité de protéger la pêche côtière, sujet de préoccupation pour de nombreux Etats. Il convient de souligner que seule une souveraineté complète sur ses eaux côtières permet à un Etat d'exercer pleinement son droit exclusif de protéger et d'exploiter les ressources biologiques de ces eaux et d'empêcher tout ce qui s'y oppose, notamment la navigation, les manoeuvres et les exercices de tir de navires de guerre.

Pour ce qui est de prendre librement des mesures en vue de protéger les ressources biologiques de ces eaux, il est un autre fait important dont il faut tenir compte : étant donné les migrations des poissons, les mesures prises par les Etats riverains pour protéger et accroître les réserves de poissons présentent un grand intérêt pour les autres Etats qui exploitent ces mêmes réserves en dehors des eaux côtières.

On dit quelquefois que l'adoption d'une limite de douze milles pour la mer territoriale restreindrait la liberté de la navigation, allongerait les routes maritimes, augmenterait le coût des transports maritimes, voire les cours mondiaux; voilà à quoi mènerait l'extension des eaux territoriales. Ces arguments ne sont nullement fondés. Premièrement, comme on l'a déjà fait remarquer, il s'agit d'un droit des Etats de fixer la largeur de leurs eaux territoriales jusqu'à douze milles et non d'une obligation. Deuxièmement, il ne faut pas oublier l'existence du droit de passage inoffensif des navires de commerce dans les eaux territoriales, droit universellement reconnu. Troisièmement, il convient de tenir compte du fait que des accords multilatéraux ou bilatéraux particuliers entre Etats intéressés règlent la navigation maritime et aérienne lorsque les routes maritimes ou aériennes internationales traversent les eaux d'un Etat et qu'une convention sur la largeur de la mer territoriale n'aurait aucun effet sur ces accords.

Nous nous sommes réunis pour élaborer, à propos de la largeur de la mer territoriale et des limites des zones de pêche, des règles de droit international qui permettraient de régler effectivement, et non sur le papier, les différends internationaux. Ne nous faisons pas d'illusions, de grandes difficultés nous attendent. Les divergences de vues sont profondes. Il ne sera pas facile dans ces conditions de parvenir à un accord. Il ne faut pas oublier non plus que, souvent, des textes adoptés par des conférences internationales sont restés lettre morte. En voici la raison : certes, les normes du droit international sont le fruit d'accords entre Etats, mais ces accords, de même que le développement de tout droit international, reposent sur des règles déterminées. Ces règles auxquelles obéit le développement du droit international découlent des lois générales du développement de la société et sont déterminées par elles. Voilà pourquoi les textes qu'élaborent des conférences internationales et qui ne sont conformes ni à ces règles ni aux réalités de la vie restent lettre morte et ne sont pas appliqués. Pour aboutir vraiment, la présente Conférence doit, en tenant compte de ces règles, arrêter des normes de droit international sur les questions dont elle est saisie.

Depuis quelques dizaines d'années les événements font apparaître une tendance à l'extension, par les Etats, de leur mer territoriale. Cette tendance est-elle fortuite? Certainement pas. Il s'agit d'un processus normal, qui tient au changement radical de la situation internationale au cours des dix dernières années, au progrès technique, au désir qu'ont de nombreux Etats, dans les circonstances actuelles, de garantir leur sécurité, de renforcer leur indépendance et de défendre leurs intérêts économiques. Le représentant de l'Arabie Saoudite a souligné à juste titre que des Etats appartenant à divers continents et ayant des régimes politiques et sociaux différents préconisent l'adoption de la limite de douze milles.

Autre fait intéressant : les nouveaux Etats sont particulièrement désireux de fixer à douze milles la largeur de leur mer territoriale. Personne ne peut dire que les Etats qui fixent la largeur de leur mer territoriale à douze milles marins manifestent par là des intentions expansionnistes. La proposition tendant à fixer une limite de douze milles est donc conforme aux règles du développement de la société. C'est une proposition d'avant-garde, tournée vers l'avenir et non vers le passé. Elle est en harmonie complète avec les nouveaux principes du droit international qui sont le droit d'autodétermination des peuples, le droit d'exploiter librement les ressources nationales, etc.

De l'avis de la délégation soviétique, la Conférence doit rechercher non des combinaisons provisoires et improvisées qui ne pourraient exercer qu'une influence défavorable sur le développement de la coopération internationale mais l'établissement de règles de droit international conformes à la situation actuelle et à son évolution. C'est de ces considérations que la délégation soviétique s'inspire lorsqu'elle préconise une limite de douze milles pour la mer territoriale.

Sr. GARCIA AMADOR (Cuba): Señor Presidente, en la Conferencia anterior la delegación de Cuba no intervino más que en forma esporádica y accidental en la discusión de las dos cuestiones que se remitieron a esa Conferencia para un nuevo examen y solución definitiva. Esa actitud no obedeció, naturalmente, a que pres-tásemos mayor atención a los demás problemas tratados en 1958 sino únicamente al hecho de que preferíamos conocer la opinión de las otras delegaciones para poder apreciar debidamente las tendencias predominantes sobre ambas cuestiones antes de definir nuestra posición. En el lapso transcurrido desde que nos reunimos por primera vez hemos llegado a ciertas conclusiones que desearíamos exponer en esta etapa inicial de la Conferencia.

En cuanto a la anchura del mar territorial propiamente dicho debemos comenzar por admitir que el principio de la legua marina, positivamente, ya no cuenta con el consenso general que le dio vigencia durante cierto tiempo, hecho que quedó demostrado por el reducido número de delegaciones que abogó por su reconocimiento en 1958. Ahora bien, ¿qué otra cosa reveló la Primera Conferencia a este respecto? Primero, que sólo muy pocos Estados se oponen a una extensión que no exceda de las seis millas náuticas; segundo, que ninguna extensión mayor ni las propuestas que permitirían al Estado fijar la anchura del mar territorial más allá de ese límite - más allá del límite de las seis millas - cuentan con una mayoría sustancial de los Estados participantes en la Conferencia.

Aunque es obvio que sobre esto último habrá cambios en el curso de nuestras deliberaciones - es decir, en esta Conferencia - que obedezcan a los cambios que ha habido durante estos dos años en la legislación de algunos Estados, no parece probable que dichos cambios puedan afectar apreciablemente la situación que prevaleció en la Conferencia anterior.

En estas circunstancias, es natural que nos inclinemos, que nuestra delegación se incline, a prestar mayor atención al aspecto relativo a los derechos de pesca que algunos países quieren reivindicar más allá del límite de las seis millas y que, en último análisis, tal vez sea la cuestión que primordialmente interesa resolver a esta Conferencia.

Estos derechos de pesca que se quiere conferir al Estado ribereño no son siempre de la misma naturaleza ni alcance. A veces se trata de derechos que suponen la exclusión completa o absoluta de los pescadores extranjeros en una determinada zona contigua o respecto a determinada reserva de peces. Otras veces se trata, en cambio, de derechos que suponen solamente un régimen de preferencia en favor de los nacionales del Estado ribereño aplicable a toda esa zona contigua o algunas especies en particular, también más allá del mar territorial.

Nuestra delegación ha examinado con el mayor detenimiento las distintas propuestas que se presentaron en la Conferencia anterior y que están, al parecer, en el plano de ser presentadas en ésta.

Dentro de estas dos grandes categorías y en la forma más breve posible trataremos de explicar, señor Presidente, las conclusiones a que hemos llegado así como las consideraciones en que se fundan estas conclusiones.

Veamos, primeramente, las reivindicaciones de derechos exclusivos. Por tratarse de una proyección de competencia táctica que afecta zonas de alta mar, el punto de partida fundamental, necesariamente, tendrá que radicar en el hecho de que los recursos que se encuentren en dichas zonas tienen - continúan teniendo - la condición de res común. En el derecho internacional tradicional este solo hecho bastaba para negar de plano la validez de cualquiera de estas proyecciones de competencia. Sin embargo, en el estado actual del desarrollo del derecho internacional es innegable que la situación no es la misma porque al examinar la validez o legitimidad de tales reivindicaciones hay que tener en cuenta, igualmente, otros factores o hechos que en la actualidad ya han sido reconocidos formalmente por órganos y por conferencias internacionales. Aludimos a los intereses especiales que tiene o puede tener el estado ribereño en la conservación y aún en la explotación exclusiva de recursos más allá de su mar territorial. Esos intereses, que puedan referirse a todos los recursos de una zona contigua o a alguna reserva en particular, radican en la circunstancia de que dichos recursos constituyen un elemento de carácter vital para su economía - para la economía del Estado ribereño - o para la alimentación de su población o parte de ella, o en las circunstancias de que la productividad de ciertas especies se debe a esfuerzos y sacrificios que han hecho el Estado ribereño y sus nacionales para mantenerlas y para desarrollarlas.

Ahora bien, señor Presidente, en tales hipótesis, de las que la realidad ofrece ejemplos muy definidos, no puede bastarnos con saber si dichos intereses especiales deben estimarse superiores in abstracto al interés general, es decir, al interés en la libertad de pesca que se reconoce en la alta mar a los nacionales de todos los Estados. En efecto, la mera existencia de algunos de estos intereses especiales no puede justificar por sí sola la exclusión absoluta de los pescadores extranjeros por cuanto sus actividades no siempre tienen por resultado - las actividades de estos pescadores extranjeros - no siempre tienen por resultado una disminución en el rendimiento óptimo y constante de los recursos. Como se convino en la Conferencia anterior al examinar las finalidades de la conservación, carecería de objeto aplicar medidas de esta clase mientras se mantenga a ese nivel la productividad y tampoco existan indicios de que podrá ser afectada en forma apreciable.

En este orden de ideas, cabría preguntarse qué otra razón o fundamento se pudiera invocar cuando no se den ninguna de estas dos condiciones para reservar a los nacionales del Estado ribereño el derecho al uso y aprovechamiento de recursos que se encuentran en zonas de alta mar, de recursos que son res común. ¿Razones o motivos de índole puramente económica? - volvemos a preguntar -, ¿fiscal o simplemente de protección a la industria pesquera nacional, por ejemplo?

En primer término, sabemos que las medidas que respondan a estos objetivos únicamente pueden tomarse dentro de los límites de la soberanía territorial del Estado, esto es, en las aguas interiores o en las territoriales. Pero, además, serían consistentes estas razones, motivos o propósitos con los que específicamente se alega al abogar por el reconocimiento de derechos exclusivos en favor del Estado ribereño más allá del mar territorial? En todo caso, señor Presidente, las consideraciones en pro y en contra que acabamos de hacer, permiten llegar a la conclusión de que la idea de conferir al Estado ribereño derechos exclusivos de pesca en zonas de alta mar contiguas a su mar territorial o respecto a determinadas especies en particular, también más allá de ese límite no es, necesariamente, incompatible con el derecho internacional en el Estado actual de su desarrollo.

La idea en sí es perfectamente admisible puesto que responde al propósito de proteger intereses cuya legitimidad ha sido ya ampliamente reconocida. Sin embargo, esta conclusión únicamente nos proporciona nuevas bases para examinar el problema pero no llega a solucionarlo cuando el Estado ribereño no pueda invocar un verdadero, genuino interés especial, actual o futuro si se quiere, en la explotación de los recursos o la necesidad real o potencial, si se quiere, de su conservación, carecería por completo de fundamento la exclusión de los pescadores extranjeros.

En cualquiera de estas situaciones, señor Presidente, de las que la realidad también ofrece frecuentes ejemplos, se estaría concediendo a Estados ribereños gratuita e injustificadamente, derechos o privilegios en perjuicio de los nacionales de terceros Estados, e indirectamente, del interés de la humanidad en mantener y aumentar si cabe, una de sus más importantes reservas alimenticias del mundo.

Pe

Pero aún cuando el Estado ribereño pueda invocar el interés o la necesidad que en principio legitiman el reconocimiento de derechos exclusivos, ¿podrá ser ignorado por completo el interés de aquellos Estados cuyos nacionales se han dedicado a la pesca por tiempo inmemorial y en forma ininterrumpida en la zona de alta mar afectada por la nueva proyección de competencia?

Sin perjuicio de volver más adelante sobre este problema específico es innegable que si nuestra tarea en esta Conferencia consiste en dar una protección jurídica adecuada a los intereses legítimos de todos los Estados y no sólo a los de un grupo de ellos, por muy numeroso que sea, o se piense que lo es, los derechos históricos de pesca también tendrán que ser tenido en cuenta como una categoría de intereses cuya legitimidad en ocasiones puede, incluso, llegar a ser superior a la que atribuyen a los suyos - a sus intereses - ciertos Estados ribereños.

Gran parte de estas dificultades, señor Presidente, y y tal vez todas - se salvarían si, en lugar de hablar en términos de derechos exclusivos de pesca, pensamos en el establecimiento de un régimen preferencial o un régimen de preferencia en favor de los nacionales del Estado ribereño. La resolución adoptada en 1958 sobre situaciones especiales relativas a las pesquerías ribereñas, 5/ constituye indudablemente un paso de avance en este sentido.

Como se recordará la resolución prevé el reconocimiento de las "necesidades preferentes del Estado ribereño relacionadas con su dependencia de las pesquerías de que se trate, respetando los intereses de los demás Estados, cuando a los fines de la conservación resulte necesario limitar la intensidad de la pesca".

Sin embargo, en la resolución de 1958 se contempla únicamente la situación de países o territorios "cuya subsistencia o desarrollo económico dependen preponderantemente de sus pesquerías ribereñas" y de los países cuyos "distritos costeros dependen primordialmente de las pesquerías ribereñas para la obtención de la proteína animal de su alimentación y cuyos métodos de pesca están limitados primordialmente a la pesca local con pequeñas embarcaciones".

Aparte de que la resolución adolece - la resolución de 1958 - del defecto de no reconocer a los Estados ribereños que se hallen en cualquiera de las dos situaciones derechos adecuados y efectivos para asegurar la protección de sus intereses y necesidades especiales, en opinión de nuestra delegación, tratándose ya de derechos preferentes, el criterio en cuanto a las situaciones que quedarían comprendidas pudiera y debiera ser más liberal a fin de incluir a otras en las cuales el reconocimiento de derechos de esta clase también parece estar justificada. Las dos situaciones que tuvo en cuenta la Conferencia anterior son, sin duda, situaciones de excepción, pero no las únicas en favor de las cuales puede justificarse el régimen de preferencia a que estamos aludiendo.

Cuando los nacionales de un Estado ribereño se dedican habitualmente a la pesca, por ejemplo, en una zona contigua a su mar territorial, cualquiera que sea la extensión de esa zona, o explotan una pesquería determinada independientemente también de la distancia del mar territorial, y esa actividad pesquera tiene cierta importancia económica para el Estado ribereño, existirá un interés de parte de dicho Estado que no puede ni debe ser desconocido. Es innegable que si se la compara con las dos primeras, esta otra, esta tercera categoría de situaciones a que nos venimos refiriendo - es infinitamente o está infinitamente más generalizada que aquéllas dos que contempló la resolución de 1958 -, no supone necesidades tan dramáticas y tan apremiantes como aquéllas otras dos. Por esto, no obstante, no sería razonable, ni justo, ignorar por completo el interés que en dichas situaciones representan, colocándolo en un mismo nivel con el interés general, esto es, con los intereses de los Estados no ribereños. Si lo que ahora tenemos in mente es únicamente intereses de los Estados no ribereños. Si lo que ahora tenemos in mente

5/ Documentos Oficiales de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, Vol. II, anexos, documento A/CONF.13/L.56, resolución vi.

es únicamente un tratamiento preferente en consideración a los intereses especiales del Estado ribereño, ¿qué otro Estado podría legítimamente invocar iguales intereses excepto, naturalmente, aquel que pueda invocar derechos históricos?

En efecto, si estamos dispuestos en esta Conferencia a atender debidamente la tendencia actual en favor del reconocimiento y la protección de los intereses especiales no sólo de algunos sino de todos los Estados ribereños, el reconocimiento de la legitimidad de esta última categoría de situaciones parece ser el mínimo en que deben convenir los Estados no ribereños. Además, esto contribuiría innegablemente y tal vez más que ninguna otra cosa, a satisfacer la insistencia de algunos Estados en extender el mar territorial más allá del límite máximo en que hay ya un consenso general. A este respecto, si se reconociesen derechos preferentes, efectivos - repito, efectivos - a los Estados ribereños en las tres categorías de situaciones descritas, sus intereses legítimos serían atendidos sin necesidad de extender una zona marítima que supone otros derechos y obligaciones que no tienen relación alguna con el propósito específico de las reivindicaciones que estamos considerando, es decir, de las reivindicaciones en materia de pesca.

Adviértase, en este mismo orden de ideas, que el reconocimiento de derechos exclusivos de pesca mediante el establecimiento de una zona contigua tampoco beneficiaría más al Estado ribereño y seguramente sí, mucho menos en algunos casos que si sus verdaderos intereses en el aprovechamiento de los recursos del mar son debidamente tomados en cuenta cuando resulte necesario imponer limitaciones a la captura total de una reserva o reservas de peces, a los efectos de la conservación. En realidad, los derechos preferentes de la naturaleza y efectividad que nuestra delegación está dispuesta a aceptar pueden, en la práctica, llegar a ser equivalentes a derechos exclusivos como ocurriría si las limitaciones necesarias requiriesen una reducción sustancial en la intensidad de la pesca. En ese sentido, no sería una exageración decir que debido al papel que jugarían los principios de la conservación los derechos preferentes son, potencialmente, derechos exclusivos. De esta manera, señor Presidente, quedaría asegurada hasta el máximo la protección de los intereses legítimos del Estado ribereño, lo cual, seguramente, no se lograría en todos los casos con el establecimiento de una zona contigua necesariamente limitada. Y todo esto sin necesidad de conferirle a dicho Estado derechos que pudieran ser ejercitados por él en forma que perjudique, innecesaria e injustificadamente, otros intereses que esta Conferencia no puede ignorar.

Permítasenos, por último, señor Presidente, referirnos a la situación especial a que hemos aludido reiteradamente en nuestra intervención por el marcado interés que tiene en ella mi país, es decir, aquélla en que existen derechos históricos de pesca. Esta situación surge, como se ha visto, tanto en relación con la extensión del mar territorial como de las nuevas reivindicaciones sobre derechos exclusivos de pesca. Puede también surgir respecto de reivindicaciones de derechos preferentes, pero limitémonos por el momento a las dos primeras, ya que en ambas se plantea el problema común de la exclusividad, es decir, de la exclusión inmediata e incondicionada de los pescadores extranjeros. La referida situación especial es aquella que surge cuando un Estado ribereño al extender su mar territorial más allá de los límites tradicionales, o sus derechos exclusivos de pesca más allá de dichos límites, afecta áreas de la alta mar en las cuales los nacionales de un tercer Estado han venido dedicándose a la pesca por tiempo inmemorial y en forma

ininterrumpida. La condición de este último Estado es la del titular de un derecho histórico de la misma naturaleza y validez que han invocado algunos Estados ribereños para extender su mar territorial. Se trata, en este sentido, de un caso de prescripción en virtud del cual, un Estado ha adquirido legítimamente un derecho que el Estado ribereño tendrá que respetar si decide extender su mar territorial o sus derechos exclusivos de pesca.

Para decirlo de otra manera, si el nuevo interés especial o los nuevos intereses especiales del Estado ribereño, o los que se invocan en su favor, en un área que tradicionalmente ha pertenecido a la alta mar, se le estima como título suficientemente legítimo para extender su mar territorial o su derecho exclusivo de pesca, la misma legitimidad tendrá el interés que invoque un tercero cuyos nacionales han venido utilizando los recursos de esa zona con mucha anterioridad y de una manera constante. En realidad, se trata de una categoría de situaciones tan peculiar que el interés y el derecho del Estado no ribereño pueden a veces llegar a ser aún más legítimos que los del propio Estado ribereño como ocurre, por ejemplo, cuando los nacionales de este último, del Estado ribereño, no se dedican a la pesca en la referida zona o cuando solamente lo hacen en una escala muy pequeña.

Una tercera hipótesis ofrecería aun menos duda. La del Estado no ribereño cuyos nacionales han venido explotando y todavía continúan explotando el área afectada por la extensión de una escala incapaz de tener consecuencia alguna en la productividad de los recursos.

Cuando no se trata, señor Presidente, de proyecciones de competencia que comportan derechos exclusivos sino de conferir al Estado ribereño derechos preferentes, el problema de los derechos históricos no se plantea en los mismos términos. Como se ha dicho, lo segundo conduce únicamente a restricciones o limitaciones, a la intensidad de la pesca cuando sean necesarias a los fines de la conservación, esto es, para mantener o restablecer el rendimiento óptimo constante de una reserva de peces, es decir, los derechos preferentes.

Esto constituye un objetivo: la conservación, cuya realización interesa por igual a todos los Estados cuyos nacionales se dedican a la explotación de una reserva o reserva de peces aun en el caso eventual de que se llegue por este camino a excluir temporalmente a los pescadores extranjeros para atender a las necesidades de la conservación. Pero como lo demuestra la experiencia la aplicación de las medidas de conservación generalmente no suponen restricciones tan severas a las actividades de pesca. En estas circunstancias, tenemos que admitir que el interés del Estado ribereño debe prevalecer sobre el de los Estados que tengan derechos históricos, al menos en las dos situaciones especiales explícitamente contempladas en la resolución de 1958, que mencionamos con anterioridad. Esta solución, señor Presidente, si no tuviese un fundamento estrictamente jurídico nos parece perfectamente razonable y justo, no solo en vista de la significativa importancia del interés de los Estados ribereños que se encuentran en cualquiera de esas dos situaciones, sino también de ciertas tendencias del derecho internacional que se pusieron de manifiesto en la primera Conferencia. Lo único que tendría que reconocerse a los Estados que tengan derechos históricos sería un tratamiento

especial preferencial respecto de otros Estados no ribereños que no puedan invocar derechos de esa naturaleza. Sería ilógico e injusto colocar en la misma e igual posición, a los efectos de la aplicación de las limitaciones, a las actividades pesqueras de un Estado o a Estados cuyos nacionales han venido pescando ininterrumpidamente por tiempo inmemorial, y a un Estado o a Estados cuyos nacionales son sólo recién llegados o han estado dedicados a la pesca desde una fecha relativamente reciente.

Para terminar, señor Presidente, en cuanto a la tercera categoría de situaciones que describimos anteriormente, y que es la de aquellas en que prácticamente se encuentra la mayoría de los países ribereños, hay que partir del hecho de que el interés de dichos países ribereños en la explotación de los recursos no reviste la significativa importancia que tiene ese mismo interés en las dos situaciones especiales previstas en la resolución de 1958. Frente al interés general, puro y simple, habrá que admitir, como ya lo hemos hecho, que el interés especial de dichos países ribereños prima sobre él. Pero frente al interés de un Estado no ribereño que pueda invocar derechos históricos ya no cabría llegar a la misma conclusión. Si queremos ser consistentes con el propósito de hallar soluciones razonables y justas, no sólo para algunos sino para todos los intereses legítimos involucrados en la explotación de los recursos del mar, al menos tendríamos que convenir en que se trata de dos intereses equivalentes que justifican, por lo tanto, una igual protección jurídica. Para decirlo de otro modo, al adoptarse las limitaciones necesarias para los fines de la conservación, se tendría que reconocer a los nacionales de ambos, el Estado ribereño y el que tenga derechos históricos, el mismo tratamiento preferencial o preferente respecto a los demás pescadores extranjeros. Como se comprenderá sin dificultad, en la práctica, esta solución generalmente no afectará en forma apreciable los intereses del Estado ribereño y, en modo alguno, en la hipótesis de que los nacionales del Estado que invoca derechos históricos exploten los recursos de una escala tan limitada, tan inofensiva o inocente, si se me permite usar una expresión que nos es familiar, que sea incapaz de afectar siquiera su productividad.

Al darle las gracias, señor Presidente, permítaseme presentar mis excusas al Comité si he abusado de su atención.